

L'infolettre de mai/juin 2014

Présentant les dernières mises à jour du site « [Connaissances pour le développement](#) »

Rejoignez-nous également sur [Twitter](#) et [Facebook](#)

Restez à jour en suivant [les fils RSS du site](#)

Pensez à vous [inscrire](#) pour placer vos commentaires

[Nouveaux dossier et articles de fonds](#)

[Programme S&T au CTA](#)

[Développements et publications](#)

[Événements](#)

[Bourses et appels](#)

[Postes à pourvoir](#)

Nouveaux dossier et articles de fonds

AMÉLIORER LA NUTRITION

La sécurité alimentaire et nutritionnelle est un enjeu mondial qui retient de plus en plus l'attention des décideurs, des chercheurs, des universitaires, des exploitants agricoles, mais aussi du secteur privé et de la communauté du développement à l'échelon national, régional et international. Si la sécurité alimentaire a toujours été une priorité, les craintes suscitées par la sous-alimentation et la suralimentation ont pris de l'ampleur ces dernières années, notamment face à l'incapacité de prendre des mesures appropriées pour contrer les problèmes de croissance et les carences en micronutriments et à la progression des maladies non transmissibles. Comprendre les liens qui existent entre l'agriculture, l'alimentation et la nutrition est devenu une priorité de la recherche et du développement. Chez les enfants, l'attention est plus particulièrement focalisée sur les 1 000 premiers jours, de la conception à l'âge de deux ans notamment, dans la mesure où une mauvaise nutrition au cours de cette période aurait des effets particulièrement préjudiciables. Il est difficile de convaincre les politiques de mettre davantage l'accent sur la nutrition car les effets sont souvent cachés ou retardés. Montrer le coût de l'inaction est néanmoins une étape essentielle de la promotion de l'élaboration de politiques et de programmes de nutrition.



Plusieurs questions méritent que l'on s'y penche plus avant pour veiller à la cohérence des politiques et programmes sur l'agriculture et la nutrition. La réduction de la famine et l'amélioration de la nutrition appellent un consensus interdisciplinaire et des approches multidisciplinaires et multisectorielles, ainsi que l'implication de multiples intervenants. Les experts de l'agriculture et de la nutrition doivent travailler de concert pour faire face aux problèmes, tels que les carences en micronutriments, et trouver des solutions, comme la biofortification. Le secteur privé doit également être mobilisé et s'investir davantage pour relever ce défi mondial. À travers de nombreux articles, documents et liens divers, ce dossier explore les priorités émergentes de la recherche agricole et nutritionnelle, mais aussi les perspectives des politiques, de la recherche et de l'industrie agroalimentaire en vue d'améliorer les actions en faveur de la nutrition.

Commissionné par le CTA. Édité par le CABI, le KIT et le CTA.

Cliquez ici pour parcourir le [nouveau dossier sur notre portail](#).

Améliorer la nutrition grâce à l'agriculture : priorités et approches

Kimberly Keeton et John McDermott, Programme de recherche du CGIAR sur l'agriculture pour la nutrition et la santé (A4NH), dirigé par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), Washington (USA)



Dans ce nouvel article de fond, Kimberley Keeton et John McDermott décrivent l'interaction complexe des facteurs de malnutrition et soulignent la nécessité d'une approche multisectorielle dans le cadre de laquelle l'agriculture se caractérise par son rôle essentiel dans la production d'une alimentation saine. Les pouvoirs publics et les organismes de recherche doivent soutenir les efforts déployés en faveur de la nutrition à travers trois domaines : les connaissances et les preuves scientifiques ; les politiques et la gouvernance ; et les capacités et les ressources.

Keeton et McDermott décrivent plusieurs stratégies agricoles connues visant à mettre en place des systèmes de production alimentaire plus nutritifs. Il convient d'encourager l'adoption d'une stratégie visant à améliorer la productivité des aliments nutritifs en ciblant les petites exploitations qui favorisent une production saisonnière d'aliments traditionnels et locaux. Une stratégie rentable pour réduire les carences en micronutriments est la biofortification des aliments les plus couramment consommés (produire des aliments avec une teneur élevée en nutriments biodisponibles). Une autre consiste à améliorer la sécurité alimentaire et les connaissances, les processus et l'efficacité post-récolte.

Lire l'[article](#).

Faire de la nutrition une priorité nationale : quelques exemples de processus politiques

Jan Meerman, Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Rome (Italie), et Noora-Lisa Aberman, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), Lilongwe (Malawi)



Dans ce nouvel article de fond, Jan Meerman et Noora-Lisa Aberman décrivent les principaux facteurs qui font de la nutrition un enjeu constamment marginalisé et proposent aux gouvernements d'éventuelles pistes pour renforcer les capacités intersectorielles et la coordination. En raison de la nature complexe de la malnutrition, il est difficile de trouver des solutions globales et viables car la question englobe de multiples secteurs, nécessite une coordination interministérielle et exige que les paradigmes techniques se fassent écho. Le manque de structures

institutionnelles, l'imprévisibilité des contributions des pays et des donateurs, le manque de personnel qualifié, ainsi que le manque de données pertinentes et fiables entravent souvent les progrès concrets.

D'après Meerman et Aberman, afin d'accorder davantage la priorité à ces questions, le gouvernement central devra initier un certain nombre de processus en parallèle : coordination d'une ligne politique unique, formation d'une coalition de défenseurs de haut niveau et mise en place d'une « architecture » nationale de la nutrition au sein des institutions. Les auteurs identifient un certain nombre de critères et d'indicateurs de l'état de préparation pour l'amélioration de la nutrition et l'intégration de la nutrition dans les programmes de développement nationaux et d'une collaboration entre les secteurs. Le défi consiste à élaborer et à soutenir un mandat fondé sur la nutrition au sein d'organismes gouvernementaux dont les performances sont évaluées sur des activités non axées sur la nutrition. À cet effet, [l'Initiative de développement des capacités de nutrition du PDDAA](#) est [un excellent exemple](#). Réunissant 51 pays, cette initiative offre aux États une assistance pour les analyses de situation et l'élaboration de feuilles de route afin d'intégrer la nutrition dans leurs programmes nationaux d'investissement dans l'agriculture et la sécurité alimentaire.

Lire l'[article](#).

Biodisponibilité du fer, du zinc et des caroténoïdes de provitamine A dans les aliments biofortifiés

Cet examen de quelques études récentes sur les cultures biofortifiées, piloté par Michael R. La Frano de l'UC Davis, évalue la biodisponibilité en micronutriments dans les aliments biofortifiés afin de tirer des leçons qui contribueront peut-être à comprendre l'efficacité potentielle des interventions nutritionnelles fondées sur l'alimentation. Bien que les procédés de sélection destinée à réduire la quantité d'antinutriments et de traitement thermique des préparations alimentaires soient couramment utilisés pour améliorer la biodisponibilité des micronutriments, les chercheurs notent que les antinutriments présentent par ailleurs des avantages majeurs. Néanmoins, les aliments biofortifiés présentant une densité en micronutriments relativement forte ont des taux d'absorption plus élevés que les variétés non biofortifiées. Vu sous l'angle des politiques en place, cet examen présente des éléments de preuves à l'appui des efforts déployés pour développer des plantes contenant des concentrations élevées en micronutriments afin de réduire l'influence des inhibiteurs et de compenser les pertes subies.

(*Nutrition Reviews*, 01/04/2014)

Marchés locaux pour les technologies sanitaires mondiales : enseignements tirés de six nouveaux produits

Dans cet article, Dipika Mathur Matthias et ses collègues de PATH (une ONG internationale basée aux États-Unis) présentent six études de cas sur les technologies récemment introduites sur les marchés de pays en développement, dont la technologie de fortification Ultra Rice (formulation et méthode pour produire un riz reconstitué emballé avec micronutriments). À l'aide d'un cadre d'introduction sur le marché, Matthias et al. mettent en évidence les éléments clés qui auraient pu contribuer à son succès, à des degrés divers, tout en relevant certains défis sur les marchés cibles, notamment ceux de type « institutionnel local » et « consommateurs ». L'étude de cas sur l'introduction de la technologie Ultra Rice sur le marché brésilien démontre qu'il est important de coordonner étroitement les diverses possibilités d'introduction et de pérenniser le produit dès le début. Au Brésil, la planification de la durabilité implique d'identifier les diverses organisations locales susceptibles de s'approprier le produit et de mettre en place une structure de développement du marché bien avant l'arrivée des donateurs. Parmi les enseignements tirés de l'introduction de ces technologies sur les marchés locaux, citons : développer simultanément l'offre et la demande, examiner la nécessité de mettre en place un organisme de coordination/pilotage, promouvoir une vision du développement et encourager la rentabilité du secteur privé.

(*Global Health: Science and Practice*, 2014)

Quels sont les risques des interventions agricoles pour la nutrition ?

Sandrine Dury, chercheuse à l'UMR MOISA (CIRAD, France), et ses collègues ont passé en revue la littérature scientifique et institutionnelle et se sont entretenus avec des experts afin de montrer que des interventions agricoles pouvaient, dans certains cas, avoir des effets négatifs sur la nutrition. Les liens entre agriculture et nutrition sont éminemment complexes. Les risques varient en fonction de la nature et du contexte de l'intervention et aucune recommandation ne peut être formulée en termes absolus. Certains principes de prudence peuvent néanmoins s'appliquer : 1) identifier les variables de risque et assurer leur suivi et leur évaluation ; 2) promouvoir la diversification afin d'atténuer les risques liés à la spécialisation des revenus et des systèmes de production ; 3) adopter des pratiques économes en travail et veiller au renforcement du pouvoir de décision des femmes ; 4) mettre en place des bonnes pratiques en vue de réduire les risques sanitaires ; et 5) anticiper les effets d'exclusion liés aux interventions et accorder une attention particulière aux groupes vulnérables. En assurant une coordination intersectorielle entre acteurs, il est possible d'identifier et de gérer certains aspects que le secteur agricole peut difficilement aborder.

(UMR MOISA, 03/2014)

[Agriculture sensible aux enjeux nutritionnels : un pilier pour améliorer la nutrition et la santé](#)

Detlef Virchow, directeur du Centre pour la sécurité alimentaire (Food Security Center) de l'Université d'Hohenheim, en Allemagne, a produit ce rapport de synthèse afin de faire le point sur les approches novatrices destinées à améliorer les effets des interventions agricoles et des systèmes alimentaires sur la nutrition. Compilation de 16 rapports de recherche, cette étude a été réalisée à l'intention des praticiens d'organisations gouvernementales et non gouvernementales, à l'échelon local, national et international, chargés de prendre des mesures visant à adapter les systèmes alimentaires aux enjeux nutritionnels en modifiant un ou plusieurs paramètres du système alimentaire et nutritionnel dans son ensemble. Cette étude propose un aperçu des thèmes transversaux relevant de l'agriculture sensible aux enjeux nutritionnels (débat conceptuel, sélection végétale, genre, production et transformation, potagers familiaux et communautaires, agriculture urbaine et intégration sur le marché) illustrés par des exemples concrets dans huit pays (Afrique du Sud, Bangladesh, Brésil, Cambodge, Égypte, Malawi, Mongolie et Philippines). Les exemples témoignent de diverses possibilités d'intégration des objectifs en matière de nutrition dans l'agriculture et les systèmes alimentaires. Ils montrent également comment les politiques agricoles et associées à la sécurité alimentaire peuvent être conçues et mises en œuvre de manière à contribuer à une alimentation saine et bien équilibrée.

(Food Security Center, 22/03/2013)

[L'agriculture pour l'amélioration de la nutrition : paysage actuel de la recherche](#)

Cette étude conduite par Rachel Turner, affiliée au Centre Leverhulme pour la recherche intégrée sur l'agriculture et la santé (LCIRAH, Royaume-Uni), évalue l'ampleur et la nature de la recherche actuelle et à venir sur l'agriculture pour l'amélioration de la nutrition en vue d'identifier les lacunes qui devront faire l'objet de recherches plus approfondies. Certaines lacunes ont été identifiées à plusieurs niveaux : agriculture, nutrition, chaîne d'approvisionnement des denrées alimentaires, apports alimentaires individuels ou diversité alimentaire, pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant et état nutritionnel. Des lacunes importantes ont également été relevées dans la recherche sur les effets indirects de l'évolution des pratiques agricoles sur la nutrition, avec une incidence sur la croissance économique et des revenus ; sur les effets de l'évolution de la politique agricole sur la nutrition ; sur la gouvernance (liée au processus d'élaboration de politiques et programmes pour l'amélioration de la nutrition) ; et sur la rentabilité des interventions agricoles. Enfin, des lacunes ont en outre été relevées dans la recherche sur les groupes cibles, notamment les populations non rurales et les hommes, les liens entre agriculture et maladies non transmissibles liées à l'alimentation et les populations vivant dans une situation instable ou post-confliktuelle, ainsi que la recherche sur les méthodes et les mesures.

(Food and Nutrition Bulletin, 2013)

[La politique de sécurité alimentaire et nutritionnelle au Kenya](#)

La politique kenyane en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle fournit un cadre général couvrant les multiples dimensions de l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Elle a été élaborée dans le but précis d'apporter une valeur ajoutée et de créer une synergie avec les initiatives sectorielles et autres initiatives mises en place par les pays et les partenaires. Elle reconnaît qu'une réelle interaction publique et une implication du secteur privé sont nécessaires, mais aussi que l'éradication de la faim et l'amélioration de la nutrition constituent une responsabilité partagée de tous les Kenyans. La politique et les mesures y relatives resteront dynamiques pour pallier les changements contextuels et l'évolution des conditions au fil du temps. Cette politique s'inscrit dans le contexte des droits fondamentaux de la personne, des droits de l'enfant et de la femme, y compris le « droit à l'alimentation ».

(Agricultural Sector Coordination Unit, 2011)

[L'agriculture pour une alimentation équilibrée : une stratégie agricole pour lutter contre les carences en micronutriments parmi les populations les plus vulnérables d'Afrique](#)

Une hausse de la production d'aliments de très bonne qualité comme les légumes, les fruits et les légumes verts,

permettrait de fournir aux populations une alimentation équilibrée suffisamment riche en micronutriments, sans pour autant nécessiter l'apport de terres et de main d'œuvre supplémentaires. L'autonomie des communautés s'en verrait accrue, en l'absence de financements externes, et les revenus augmenteraient grâce à la vente des surplus de production. La diversification alimentaire à travers une meilleure utilisation de la biodiversité existante permet de parer immédiatement à une alimentation de piètre qualité et peut également inclure l'utilisation de variétés enrichies sur le plan nutritionnel, comme la patate douce à chair orange.

(African Journal of Food, Agriculture, Nutrition and Development, 2011)

Lutter contre les carences en micronutriments : interventions et technologies alternatives

Les lacunes du marché concernant les propriétés nutritives des aliments freinent les investissements dans le secteur de la sélection végétale destinée à améliorer la qualité nutritionnelle des aliments. L'augmentation des investissements publics dans la recherche en vue de mettre au point des aliments biofortifiés est passée par une prise de conscience de l'importance des carences en micronutriments dans l'alimentation des populations démunies. Un examen des enseignements tirés des interventions afin de remédier à ces carences montre où et comment la biofortification peut compléter les interventions existantes. Ces enseignements donnent par ailleurs des orientations concernant les obstacles potentiels à la réussite de sa mise en œuvre. L'article examine comment différentes technologies d'amélioration des cultures peuvent biofortifier ces dernières et identifie les progrès que seule l'application des biotechnologies modernes peut permettre de réaliser.

(AgBioForum, 2007)

Des ressources supplémentaires sont disponibles dans [notre nouveau dossier sur le portail](#).

Les S&T au CTA

Le CTA a commissionné des études de cas sur les pertes post-récolte

En 2012, le CTA a adopté une approche différente pour mieux appréhender la question des pertes post-récolte dans les pays ACP et identifier les domaines pouvant faire l'objet d'interventions. Des études de cas, menées par des experts post-récolte nationaux, ont été commissionnées sur la base d'une méthodologie convenue avec le CTA. Les résultats sont intéressants dans la mesure où ils confirment qu'il existe de nombreuses pistes pour lutter contre ces pertes post-récolte. Et il s'avère nécessaire d'appréhender ces pistes sur une chaîne d'approvisionnement en particulier pour mettre en place des interventions. Par exemple, dans l'étude de cas menée au Ghana, les transformateurs de gari ont autorisé les agriculteurs à conserver le manioc sous terre jusqu'au moment où ils en avaient besoin. Les pertes post-récolte ne leur posent donc aucun problème. Au Sénégal, l'ampleur de ces pertes dans le sous-secteur du riz dépend de la saison (sèche/humide) et le type de culture (irriguée/non irriguée). Le cas du potiron à Trinité-et-Tobago a notamment mis en lumière l'importance des problèmes de variétés. Les interventions destinées à réduire les pertes post-récolte doivent commencer avec le produit final et la valeur économique (et l'importance nutritionnelle) et inversement. Les informations recueillies serviront aux décideurs politiques ainsi qu'aux entrepreneurs. En règle générale, les pouvoirs publics sont censés mettre en place des infrastructures propices (routes, ports, électricité, eau, etc.) mais les pays ont également besoin d'une expertise post-récolte et technique, de même que des équipements, du matériel d'emballage et des laboratoires.

Cliquez ici pour parcourir le [dossier 'Pertes post-récolte' sur notre portail](#).

Analyse du système de connaissances post-récolte au Ghana : étude de cas sur le manioc

Gloria Essilfie, Department of Crop Science, Université du Ghana (Legon, Ghana)



Dans ce nouvel article, Gloria Essilfie établit un compte rendu détaillé du système post-récolte du manioc au Ghana. Sur la base d'une étude de cas sur la transformation du gari, Essilfie documente les différents stades de la chaîne de production et identifie les points critiques, sources de pertes post-récolte. Elle estime que ces pertes sont minimales et recommande de poursuivre les recherches afin de déterminer les pertes agricoles (durant la saison des pluies notamment), ainsi qu'au niveau des distributeurs et des marchés. En matière de capacités de

recherche et de formation aux ST&I post-récolte, le rapport détaillé d'Essilfie sur les institutions (para)gouvernementales et universitaires montre que le Ghana possède suffisamment de ressources pour éviter les pertes alimentaires du champ à l'assiette. Essilfie souligne également le fait que la rentabilité de la chaîne de valeur du gari au Ghana dépend des variétés de manioc cultivées par les agriculteurs : les rendements élevés, la résistance aux ravageurs et la mise au point de variétés plus riches en amidon peuvent éviter les pertes financières au stade de la transformation.

Elle explique enfin que la politique de développement du secteur alimentaire et agricole du Ghana (FASEDEP II) prévoit la mise en place d'interventions spécifiques dans le secteur de la production et de la transformation du manioc qui permettront de renforcer la chaîne de valeur, mais aussi d'assurer la sécurité alimentaire et la croissance économique. Citons à titre d'exemple quelques priorités : l'amélioration des variétés, la mise à jour des connaissances/protocoles de vulgarisation, machines et équipements, la participation du secteur privé et l'accès au marché. En particulier pour l'usine de transformation du gari à l'étude, Essilfie recommande la formation des agriculteurs à l'utilisation de variétés à haut rendement et l'amélioration des techniques de culture ; la formation des transformateurs aux normes d'hygiène et de salubrité des aliments pour les marchés locaux et d'exportation ; la revitalisation des services de vulgarisation industrielle et meilleur accompagnement des transformateurs ; et l'établissement et le maintien de liens avec les marchés internationaux et valorisation des produits à l'étranger.

Lire [l'article](#).

Analyse du système de connaissances post-récolte à Trinité-et-Tobago : étude de cas du potiron

Majeed Mohammed, Département de la production alimentaire, Université des West Indies (UWI)



Dans ce nouvel article, Majeed Mohammed évalue le système de manutention post-récolte du potiron à Trinité-et-Tobago. L'étude porte également sur les capacités humaines, infrastructurelles et institutionnelles et sur le manque d'informations/de données nécessaires à la formulation des politiques. Mohammed fournit une estimation des pertes post-récolte à Trinité-et-Tobago, sur différents marchés et à différents stades du processus de manutention, durant la saison sèche et la saison des pluies. Il note que les pertes post-récolte varient au cours

de la saison et en fonction du marché. Quelle que soit la saison, les pertes post-récolte étaient plus importantes sur les marchés à l'exportation et plus faibles sur les marchés de gros, par exemple. Chaque stade du processus de manutention (récolte, transport, séchage, tri, conditionnement et stockage) est évalué et les causes de pertes sont identifiées. Il est clair que les multiples manipulations tout au long de la chaîne de commercialisation influent sur les niveaux cumulés de détérioration de la qualité, et en fin de compte sur l'ampleur des pertes post-récolte.

Mohammed brosse un tableau complet de la formation post-récolte, de la recherche et des services de proximité à Trinité-et-Tobago et décrit en détail les fonctions et les rôles spécifiques de chaque institution dans le processus de génération des savoirs et de renforcement des capacités. Si certains départements universitaires, organisations internationales de développement et organismes publics proposent une recherche et une formation aux techniques post-récolte, il subsiste des obstacles majeurs au partage de l'information. À Trinité-et-Tobago, les sources d'information les plus fiables pour les producteurs et les distributeurs sont les jardineries et les professionnels qualifiés, alors que les instituts de recherche et les centres de formation agricoles ne ciblent qu'environ 15 % des agriculteurs. La vulgarisation, les médias grand public et les associations n'ont pas d'impact significatif. Si le gouvernement de Trinité-et-Tobago construit des ateliers d'emballage dans le pays, ainsi que des infrastructures pour développer des produits à valeur ajoutée, Mohammed recommande

également le renforcement des services de vulgarisation pour les agriculteurs et les transformateurs : démonstrations dans les exploitations de potirons au moment de la récolte, élaboration de normes, procédures de manutention et meilleures pratiques, introduction des technologies de transformation à bas coût, etc. Les participants à un atelier de suivi ont clairement identifié la vulgarisation et la formation comme étant les priorités du secteur.

Lire l'[article](#).

Analyse du système de connaissances post-récolte au Sénégal : étude de cas du sous-secteur rizicole

Fallou Sarr, Institut de technologie alimentaire, ITA, Dakar, Sénégal



Dans ce nouvel article, Fallou Sarr examine le système de connaissances post-récolte du riz au Sénégal. Il note que le riz occupe une place prépondérante dans l'économie du Sénégal et l'alimentation des populations urbaines et rurales. Depuis l'indépendance, la consommation de riz a augmenté de près de 1 000 pour cent pour atteindre 1 million de tonnes de riz blanchi. Le riz paddy est essentiellement cultivé dans les zones irriguées et pluviales. Dans les zones irriguées, toutefois, le riz paddy est récolté par les négociants, les meuniers et les agriculteurs, alors que dans les zones pluviales, il est récolté par des femmes et des enfants (plus de 90 % dans la région du sud), également à l'aide de chariots (70 à 80 % dans la région du centre). Il est difficile pour les usines de récolter de grandes quantités de riz paddy dans une seule zone de la vallée du fleuve Sénégal. Sarr reconnaît qu'il existe une nette différence entre les deux systèmes rizicoles et cette observation est confirmée par les pertes post-récolte. Cependant, le séchage du paddy est essentiel pour les deux systèmes, avec des pertes estimées entre 5 et 10 %. Les systèmes irrigués sont confrontés à deux difficultés majeures : la récolte du riz paddy (moissonneuses inadaptées) et le séchage (zones de séchage insuffisantes). Par ailleurs, dans les systèmes pluviaux, le battage du riz (essentiellement manuel) représente l'étape du processus qui génère le plus de pertes post-récolte (40 %). Sarr met en évidence trois domaines d'intervention permettant d'améliorer le système de connaissances post-récolte : la recherche, les pouvoirs publics, ainsi que les universités et les organisations régionales.

Sarr recommande aux chercheurs d'évaluer systématiquement les pertes post-récolte à tous les stades de la chaîne de valeur/d'approvisionnement du riz, afin de signaler les points critiques et de trouver le meilleur moyen d'y remédier ; identifier, passer en revue et diffuser les connaissances locales sur la manutention post-récolte du riz (conservation/stockage du riz) ; et adapter les innovations technologiques pour une meilleure efficacité et accessibilité (moissonneuses, batteuses, machines de triage). Pour les pouvoirs publics et les universités, il recommande l'élaboration d'un programme national entièrement axé sur l'amélioration des systèmes post-récolte du riz (équipements, infrastructures, transformation, formation, organisation, marketing, accès au crédit). Pour les organisations régionales comme le CORAF/WECARD, Sarr recommande l'intégration de projets dédiés aux traitements post-récolte dans leurs programmes alimentaires.

Lire l'[article](#).

[Haut de page](#)

Développements et publications sélectionnées | [RSS](#)

Données concrètes pour améliorer la politique et la pratique

[Note d'orientation : En quoi consiste une alimentation saine et durable ?](#)

Dans cette note, Tara Garnett, du Food Climate Research Network (FCRN, Royaume-Uni), se pose la question primordiale de savoir ce qui constitue une alimentation saine et durable. Elle explique tout d'abord pourquoi elle a été amenée à se

pencher sur cette question puis examine les définitions proposées : « bonne nutrition » d'une part, et « durabilité », d'autre part. Son argumentation porte essentiellement sur les principaux groupes d'aliments qui constituent la base d'un régime équilibré au Royaume-Uni. Elle aborde les questions relatives à la santé et à la durabilité soulevées par leur consommation. Tara présente également une analyse d'études récentes dans ce domaine. Seule ombre au tableau : l'auteur met essentiellement l'accent sur des contextes propres aux pays développés. Le FCRN souhaite recueillir l'avis des membres dans les pays émergents et à revenus faibles, où les enjeux liés à la durabilité et à la santé varient de façon significative. (FCRN, 04/2014)

Vitamine A : promouvoir les stratégies alimentaires

Ted Greiner, professeur en nutrition de l'Université de Hanyang, en Corée du Sud, explique pourquoi les stratégies alimentaires visant à lutter contre les carences en vitamine A continuent d'être passées sous silence par les gouvernements et les bailleurs de fonds. La manière de percevoir ce type de stratégies a été largement influencée par les partisans d'une supplémentation en micronutriments. Ceci expliquant en partie cela, selon lui. Les stratégies alimentaires peuvent être perçues comme étant concurrentielles ou gênantes et sont donc critiquées, considérées comme non démontrées voire même inefficaces. Greiner montre au contraire que la supplémentation ne parvient pas à améliorer le statut en vitamine A et qu'il n'existe aucune preuve d'un impact solide sur la mortalité infantile en milieu réel. Une grande variété d'aliments communs et indigènes s'avèrent bien plus efficaces pour améliorer le statut en vitamine A même dans le cadre d'essais de courte durée. Les stratégies alimentaires sont difficiles à mettre en œuvre et à évaluer et n'ont pas d'effet mesurable immédiat. Mais contrairement à la supplémentation, elles suscitent l'adhésion de la communauté toute entière, sont sans danger pour la femme enceinte, n'ont aucun effet secondaire, sont durables et procurent de nombreux avantages en plus de l'amélioration du statut en vitamine A. Du point de vue des pays, des communautés et des familles qui produisent des aliments riches en vitamine A, les avantages économiques l'emporteraient probablement sur les coûts. (FAO et OMS, 2013)

Augmentation de la concentration de CO₂ dans l'atmosphère : conséquence de la baisse de qualité nutritionnelle des plantes

Andrew Leakey, professeur de biologie végétale de l'Université de l'Illinois, aux États-Unis, et ses collègues affirment que la teneur en zinc, en fer et en protéines diminue dans certaines espèces cultivées sous atmosphère enrichie en CO₂. L'équipe a simulé des niveaux élevés de CO₂ dans des champs en plein air à l'aide d'un système d'enrichissement en atmosphère libre (FACE), qui diffuse du dioxyde de carbone, en surveille la concentration et ajuste le débit de diffusion, afin de simuler une concentration du CO₂ atmosphérique semblable aux conditions futures. Les essais ont montré que la qualité nutritionnelle d'un certain nombre d'espèces parmi les plus importantes dans le monde avait diminué en raison des niveaux élevés de CO₂. Le zinc et le fer ont diminué de façon significative dans le blé, le riz, les pois et le soja étudiés. Le blé et le riz subissent également des baisses notables de leur teneur en protéines en présence de concentrations élevées en CO₂. Les éléments nutritifs du mil, du sorgho et du maïs sont restés relativement stables à des niveaux de concentration élevés en CO₂ parce que ces plantes utilisent un type de photosynthèse (appelé C₄) qui concentre déjà le dioxyde de carbone dans les feuilles. (University of Illinois, 07/05/2014)

Légumes verts indigènes en Afrique du Sud : une source inexplorée d'éléments nutritifs et d'antioxydants

Dans cette étude, Collise Njume et ses collègues de l'Université Walter Sisulu, en Afrique du Sud, décrivent le potentiel nutritionnel et antioxydant de constituants polyphénoliques de 22 espèces de légumes verts indigènes (ILVs, ou imifino, morogo, muhuro en dialectes locaux) réparties en 12 genres et 10 familles. Les espèces *Amaranthus species*, *Cucurbita pepo*, *Bidens pilosa*, *Chenopodium album* and *Solanum nigrum* (imifino, morogo, muhuro) sont, semble-t-il, les légumes verts feuillus les plus populaires et les plus répandus dans les zones rurales en Afrique du Sud. Les auteurs soulignent la nécessité de mettre en valeur ces légumes pour encourager leur consommation et leur production à l'échelon industriel, en vue de réduire les taux de malnutrition très élevés et l'insécurité alimentaire dans le pays. (African Journal of Biotechnology, 05/2014)

[Des légumes pour lutter contre la faim cachée en Afrique](#)

Dans cet article publié dans *Chronica Horticulturae*, la revue de la Société internationale des sciences horticoles (SISH), Gérard Grubben, agronome tropical néerlandais et cofondateur de l'Eastwest Seed Company, examine le cadre de la production maraîchère pour les marchés nationaux en Afrique et son importance pour améliorer la nutrition et la santé des populations les plus démunies. Grubben note que l'on continue de mettre l'accent sur la R&D de cultures vivrières à haute teneur énergétique (céréales, tubercules, légumineuses) et de cultures commerciales. Par rapport aux pays tropicaux d'Asie, la filière des légumes en Afrique souffre d'un retard de développement pour plusieurs raisons : les faibles capacités de recherche ; le manque de sélection végétale, de formation et de services de vulgarisation ; des réseaux de distribution des semences insuffisants ; et un faible pouvoir d'achat. L'auteur pense que bon nombre de décideurs politiques ignorent la valeur nutritive mais aussi économique des légumes. Par exemple, dans des pays comme l'Éthiopie, le Kenya, la Tanzanie et le Sénégal, les donateurs ont largement soutenu la production maraîchère utilisant les hautes technologies, destinée à l'exportation vers l'Europe et la Péninsule arabe ou à destination des petits supermarchés des grandes villes de la région. Le marché national traditionnel, d'importance cruciale pour l'alimentation d'une population de plus en plus citadine, ne bénéficie pratiquement pas d'aides financières publiques. Un exemplaire de l'article de Gérard Grubben est publié sur notre portail.

(via Zunia.org, 02/05/2014)

[Haut de page](#)

[Plantes médicinales africaines présentant un potentiel antidiabétique](#)

Des chercheurs de l'Université du KwaZulu-Natal, en Afrique du Sud, et de l'Université Ahmadu Bello, au Nigéria, ont réalisé un examen systématique de toutes les études antidiabétiques in vivo menées entre janvier 2000 et juillet 2013 sur des espèces végétales africaines afin de se pencher plus avant sur certaines plantes présentes dans des sous-régions africaines. Selon eux, les plantes appartenant aux familles Asteraceae et Lamiaceae sont les plus étudiées, et l'Afrique de l'Ouest compte le plus grand nombre d'espèces étudiées. Bien que des résultats prometteurs aient été annoncés dans bon nombre de cas, seules quelques études ont signalé la caractérisation partielle des principes bioactifs et des mécanismes d'action. Les auteurs espèrent que les agences gouvernementales, l'industrie pharmaceutique et la communauté scientifique étudieront à l'avenir certaines de ces espèces et mettront en valeur leur potentiel de commercialisation. De récents travaux de recherche ont porté sur la caractérisation des principes bioactifs. Reportez-vous au dossier intitulé « [Épices et plantes médicinales](#) ».

(*Planta Medica*, 17/02/2014)

[Rendements agricoles et sécurité alimentaire dans le monde : les rendements peuvent-ils toujours suffire à nourrir la planète ?](#)

Trois scientifiques agricoles, les docteurs Tony Fischer, Derek Byerlee et Greg Edmeades, ont rédigé un ouvrage de référence de 640 pages (publié par l'ACIAR, téléchargeable gratuitement et disponible en version imprimée) sur les perspectives des rendements agricoles et de la sécurité alimentaire dans le monde. Cet ouvrage, qui a reçu un accueil plutôt favorable au sein des milieux spécialisés, examine les influences diverses qui ont pesé ces vingt dernières années sur les superficies cultivées et l'évolution des rendements dans les greniers à blé, riz, maïs et soja dans le monde, et d'une vingtaine d'autres cultures majeures. Il apporte des éléments de réponse et examine les perspectives de rendements futures (augmentation du potentiel de rendement et diminution des écarts de rendement à l'horizon 2050). Après des années de recherche, les auteurs concluent 1) que les rendements potentiels continuent à progresser lorsque les bonnes pratiques de gestion et les meilleures variétés sont utilisées (+ 0,7 % par an) ; 2) que les écarts de rendements varient considérablement selon les cultures et les régions (écarts de plus de 100 % pour certaines cultures comme le maïs) ; 3) que c'est en comblant les écarts de rendement dans les pays en développement que l'on pourrait accélérer les progrès de manière la plus rapide et réaliste (ce qui nécessite d'intensifier la recherche et l'investissement public) ; et 4) des perspectives technologiques permettent d'accélérer les progrès en termes de rendements potentiels, par exemple en augmentant la photosynthèse et en ayant recours à la diversité agricole des banques de gènes, à des marqueurs moléculaires à bas coût pour les gènes souhaités et au génie génétique.

[Tirer profit des technologies post-récolte dans le Pacifique Sud](#)

Le professeur Steven Underhill, du Centre australien pour la recherche agricole internationale (ACIAR), décrit comment la recherche dans le Pacifique Sud permettrait de stimuler les exportations de fruits et légumes des îles Fidji. Selon lui, les systèmes de manutention post-récolte ne sont pas utilisés de façon optimale vu le manque d'infrastructures et de technologies fiables. Ainsi, le conditionnement est inadapté au transport des produits, quelle que soit la distance (utilisation de sacs, par exemple), les installations de conditionnement sont limitées, les camions sont surchargés et il n'existe aucun système de réfrigération. Compte tenu des limites apparentes dans les activités post-récolte, Underhill estime que l'amélioration des pratiques post-récolte pourrait profiter aux petits exploitants agricoles. Traditionnellement, les efforts déployés pour réduire les pertes post-récolte étaient axés sur l'introduction du concept de « meilleures pratiques post-récolte ». Au cours des dix dernières années, cette approche a permis de construire des hangars de conditionnement, mais aussi d'améliorer la chaîne du froid et la formation des agriculteurs aux technologies post-récolte. Underhill estime toutefois que des efforts beaucoup plus importants pourraient encore être consentis pour adapter les solutions au contexte local et maximiser les avantages pour les petits exploitants agricoles. La compréhension des besoins locaux et l'analyse des chaînes d'approvisionnement post-récolte doivent être une priorité de tout premier rang.

(ACIAR, 06/05/2013)

[L'extrusion : un moyen éprouvé pour produire des aliments sains et nutritifs](#)

L'Institut de technologie alimentaire (Institute of Food Technologists, IFT) a produit un rapport sur la technologie d'extrusion. Celle-ci est essentielle pour apporter une valeur ajoutée aux produits agricoles, notamment les céréales et les légumes : il s'agit d'un procédé performant qui combine plusieurs opérations, dont le mélange, la cuisson, le pétrissage, le cisailage, le façonnage et le formage. Ce procédé à haute température et de courte durée (HTST) permet généralement de réduire le risque de contamination microbienne, d'inactiver les enzymes et de faciliter l'élimination des facteurs anti-nutritifs. Les aliments sont maintenus à l'état sec avec une activité hydrique très faible, ne nécessitant pas de réfrigération. Ce procédé a permis à un certain nombre de chercheurs africains de considérablement progresser dans la fabrication de denrées alimentaires, et notamment de produits traditionnels à partir de matières premières indigènes. L'extrusion présente un fort potentiel dans les pays tropicaux en développement où les infrastructures de la chaîne du froid demeurent insuffisantes.

Note de l'éditeur : la rentabilité est cruciale pour déterminer la pertinence de l'utilisation de cette technologie. Il convient néanmoins de fournir des quantités suffisantes de matières premières pour justifier l'investissement.

(IFT, 04/2014)

[Haut de page](#)

[Favoriser l'adoption des nouvelles technologies grâce à la science](#)

Paul Weisenfel, vice-président de Global Programs (RTI International), réagit au regain d'intérêt des gouvernements et du secteur privé en faveur de la production agricole. Alors que certaines nouvelles technologies agricoles apparaissent comme une réponse à la problématique de la sécurité alimentaire dans le monde, Weisenfel note que la recherche consacrée à bon nombre de ces nouvelles technologies n'a pas accordé l'attention nécessaire à un déploiement à plus grande échelle. Selon lui, il convient de recourir à une combinaison de sciences dites « dures » et de sciences prétendues « douces » afin d'encourager les petits exploitants à utiliser ces nouvelles technologies à plus grande échelle. Weisenfel propose de mettre l'accent sur trois grands domaines de recherche susceptibles de favoriser leur adoption : 1) la combinaison des technologies (à la fois nouvelles et existantes) les mieux adaptées à certaines zones agro-écologiques ; 2) de meilleurs outils pour quantifier et analyser les obstacles à l'adoption ; et 3) une modélisation économique sophistiquée pour mieux comprendre la dynamique du marché qui favorise ou freine l'adoption des nouvelles technologies. Avec une approche axée sur le marché – comprendre les besoins (exprimés ou latents) et modéliser la capacité de réaction du marché – Weisenfel pense qu'il est possible d'orienter les programmes afin de lever les obstacles liés au marché qui entravent l'adoption.

(The Chicago Council on Global Affairs, 05/05/2014)

Agriculture : impliquer les agriculteurs dans la recherche

Tom MacMillan, directeur de l'innovation à la Soil Association (Bristol, Royaume-Uni) et Tim G. Benton, directeur du Global Food Security programme, au Royaume-Uni, également professeur d'écologie des populations à l'Université de Leeds, affirment que la prochaine vague d'innovations agricoles devra être à plus petite échelle et impliquera directement les agriculteurs dans la recherche agricole. En améliorant leur propre R&D, les agriculteurs pourraient récolter les fruits de leur travail à moindre coût dans la mesure où ces derniers sont des expérimentateurs qui comprennent les particularités de leurs terres. Les technologies qui ne sont pas inventées par les agriculteurs eux-mêmes (nouveaux kits, nouvelles semences ou produits chimiques) sont presque toujours adaptées par ces agriculteurs, mais ces contributions majeures sont rarement reconnues dans les évaluations officielles de la R&D agricole. Les meilleurs résultats pourraient notamment être obtenus en aidant les agriculteurs à évaluer leurs propres idées. De telles initiatives, selon eux, n'avaient jusqu'ici aucun lien de dépendance avec la science formelle et étaient utilisées presque exclusivement dans les pays en développement. Leurs travaux sur les innovations centrées sur les agriculteurs au Royaume-Uni ont fini par les convaincre que la R&D participative pourrait aussi stimuler l'innovation agricole dans les pays développés.

Note de l'éditeur : développement intéressant. Cette approche participative de la R&D a été promue pendant de nombreuses années au sein de la communauté scientifique d'Afrique australe. Cette approche sera peut-être adoptée dans une plus large mesure par tous les scientifiques, qui s'efforcent de changer les choses et d'améliorer l'impact de la recherche.

(*Nature*, 03/04/2014)

Adoption du plan d'action pour la science, la technologie et l'innovation en Afrique

En avril 2014, les ministres africains des sciences se sont réunis afin d'adopter la Stratégie décennale de l'UA pour la science, la technologie et l'innovation (STISA, 2014-2024) – en préparation du sommet ordinaire de l'UA qui se tiendra du 20 au 27 juin 2014 à Malabo, en Guinée équatoriale. Ce plan succède au Plan d'action consolidé (CPA) pour la science et la technologie, qui avait orienté la politique continentale au cours de la dernière décennie. La STISA remédie aux faiblesses du CPA, trop radicalement axé sur la R&D et les activités de financement, plutôt que d'avoir recours à la science pour régler les problèmes de l'Afrique. Élaborée après examen du CPA par un panel de haut niveau piloté par Calestous Juma, cette stratégie met davantage l'accent sur l'innovation et « la science au service du développement ». Elle est axée sur six domaines d'action prioritaires, comprenant « l'éradication de la faim et la sécurité alimentaire ». Aggrey Ambali, du pôle science, technologie et innovation de l'UA et du NEPAD (NSTIH), a présenté la STISA lors de la première conférence scientifique régionale de Bio-innovate (Éthiopie, février 2013).

(Rapports de Lynda Nordling pour *Research Africa*, 12/05/2014)

Audit dans le secteur des sciences et des technologies en vue de stimuler l'innovation

Le ministère kenyan de l'éducation, des sciences et des technologies souhaite réaliser un audit S&T afin de consolider son rôle de plaque tournante régionale pour les technologies émergentes. En réalisant un audit dans ce secteur, le Kenya espère être en mesure de recruter une masse critique de personnes qualifiées (technologues, chercheurs et ingénieurs, entre autres) en vue de promouvoir la croissance industrielle et le développement.

(*University World News*, 24/04/2014)

Promouvoir le développement en Afrique par le biais des universités

Le Dr Dlamini-Zuma, Présidente de la Commission de l'Union africaine, a tenu une conférence à l'Université de Pretoria sur le rôle de la recherche au sein des universités africaines. Elle a indiqué que les universités de recherche, en tant que producteurs et diffuseurs de savoirs, avaient un rôle majeur à jouer pour promouvoir le développement et bâtir des économies du savoir. Elle a souligné la nécessité d'une révolution des compétences afin de former des milliers de professionnels dans différents domaines, comme la planification urbaine, la santé, l'éducation, les infrastructures, mais aussi dans l'agriculture et l'agro-alimentaire. Elle a appelé à créer des relations plus dynamiques et à favoriser l'enrichissement mutuel entre l'industrie, les entreprises, la politique industrielle et les universités. Le Dr Dlamini-Zuma a en outre enjoint à renforcer les capacités de recherche des universités en vue d'augmenter le nombre de doctorants en Afrique et a évoqué la nécessité de créer des centres de recherche d'excellence sur le continent.

(University of Pretoria, 30/04/2014)

[Investir dans les infrastructures de laboratoires de recherche](#)

Lors d'une réunion qui s'est tenue en avril 2014 à l'occasion du Forum ouvert sur la biotechnologie agricole (OFAB) au Nigéria, des experts en biotechnologie agricole ont appelé les gouvernements à investir dans les infrastructures de laboratoires sur le continent africain. Le Professeur Baba Yusuf Abubakar, Secrétaire exécutif du Conseil de recherche agricole du Nigéria, et le Dr Jonathan Mufandaedza, Secrétaire général et directeur de l'Autorité nationale de biotechnologie du Zimbabwe, ont expliqué que des infrastructures modernes de laboratoires étaient indispensables pour promouvoir la recherche, procéder aux essais et à la certification et favoriser le développement de produits alimentaires innovants. Le Dr Nompumelelo Obokoh, Directeur d'AfricaBio, a déclaré que le continent devait explorer les voies et moyens de mobiliser des ressources en vue d'améliorer les infrastructures de laboratoires et de former les chercheurs dans le domaine de la recherche agricole. D'autres experts affirment que le développement d'infrastructures de laboratoires de recherche est notamment entravé par la pénurie de personnel formé, l'obsolescence des systèmes de gestion des laboratoires et le manque de services laborantins accessibles et de qualité pour promouvoir une véritable politique de recherche agricole.

(The Herald, Zimbabwe, 02/05/2014)

[Comment améliorer l'évaluation des activités de recherche en milieu universitaire](#)

Lors d'un séminaire organisé par l'Institut interuniversitaire pour la recherche avancée sur les sciences et les universités (INAECU), Rafael van Grieken, Directeur de l'Agence espagnole d'évaluation de la qualité et d'accréditation (ANECA), a parlé de l'évaluation des activités de recherche en milieu universitaire. Selon lui, le modèle d'accréditation et d'évaluation de la recherche universitaire est beaucoup trop quantitatif et ne tient pas compte de certains aspects (les activités professionnelles et le transfert de connaissances, par exemple). « Ce modèle tente d'évaluer la qualité, mais finit par être trop quantitatif en raison du cadre réglementaire, de la nature secondaire ou indirecte, de la structuration des connaissances et de l'obligation de l'exprimer en points », a expliqué van Grieken, notant que le transfert des connaissances n'est pas suffisamment apprécié dans certains domaines, alors que dans d'autres, il est peut-être trop valorisé. Selon lui, il est nécessaire d'élaborer des indicateurs qualitatifs solides afin d'évaluer les activités au sein des universités ainsi que leur impact. Ce séminaire avait pour but « d'aider à améliorer la recherche scientifique en Espagne et à la rendre plus compétitive, sur la base des propositions d'évaluation et des dispositifs d'incitation en faveur des activités de recherche ».

(Universidad Carlos III de Madrid, 07/05/2014)

[Étude comparative sur la valorisation de la recherche dans les universités en Afrique subsaharienne](#)

En mai 2014, le programme DRUSSA (valorisation de la recherche et du développement en Afrique subsaharienne) a publié un rapport sommaire de sa seconde étude détaillée menée dans 24 universités africaines participantes, couvrant les priorités institutionnelles, les politiques de recherche, le recrutement de membres du personnel chargés de la gestion et de la valorisation de la recherche. Le rapport compare les réponses des universités en 2014 et en 2012 et cherche à identifier les preuves de changement en termes de capacités institutionnelles de valorisation de la recherche. Les conclusions essentielles sont les suivantes : un leadership solide pour l'institutionnalisation ; des postes supplémentaires pour la fonction, des incitations aux partenariats et un mécanisme d'évaluation de l'impact ; une lenteur des progrès dans la mise en place de systèmes d'enregistrement ; et un manque de capacités en matière de communication et de diffusion des résultats de la recherche.

(DRUSSA, 06/05/2014)

[Décoder les mystères de la politique scientifique de l'UE](#)

Afin d'aider les sociétés savantes et autres institutions scientifiques à décoder les mystères de la politique scientifique de l'Union européenne, Lisa Bungeroth, chargée de la politique de recherche européenne de la Higher Education International Unit (IU) au Royaume-Uni, propose une représentation simplifiée des processus qui sous-tendent la politique européenne en matière d'enseignement supérieur et d'innovation. Les trois instances qui participent à l'élaboration de la

législation européenne sont la Commission européenne, le Parlement européen et le Conseil des ministres. Une fois qu'une législation a été proposée par la Commission, les textes font l'aller-retour entre le Parlement et le Conseil des ministres, qui tiennent compte de tout amendement y relatif. Bungereoth met également en évidence quatre cadres politiques majeurs consacrés à la recherche scientifique dans l'Union européenne : 1) UE 2020 – une stratégie décennale pour développer une croissance intelligente, durable et inclusive ; 2) l'Union de l'innovation – l'initiative phare de la stratégie UE 2020 afin de promouvoir l'innovation au sein de l'UE ; 3) l'Espace européen de la recherche – la stratégie visant à instaurer un marché unique européen pour la recherche, l'innovation et les connaissances ; 4) Horizon 2020 – le principal programme de financement pour la recherche et l'innovation.

(British Ecological Society, 01/05/2014)

[Le Parlement s'oppose au projet de définition des nanotechnologies alimentaires](#)

Le 20 mars 2014, le Parlement européen a rejeté la définition de nanomatériaux proposée par la Commission sur les produits alimentaires. Pour l'exécutif européen, cette définition exclut les aliments avec des additifs contenant des nanomatériaux, qui sont pourtant déjà commercialisés. La Commission européenne estime que l'intégration du mot « nano » entre parenthèses sur les étiquettes perturberait les consommateurs et laisserait supposer qu'il s'agit de nouveaux additifs. Pour les eurodéputés, cet argument visant à justifier la proposition de l'exécutif européen serait « erroné et non pertinent ». La commission parlementaire de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire (ENVI) a affirmé il y a un mois que le seuil proposé par la Commission était trop élevé pour identifier les nanotechnologies présentes dans les aliments. Selon l'exécutif européen, un ingrédient doit être qualifié de « nano » à partir du moment où il contient 50 % de nanoparticules, alors que l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) recommande un seuil de 10 % en raison de l'incertitude actuelle sur la sécurité liée aux nanotechnologies.

(EurActiv.com, 12/03/2014)

[Certaines législations européennes entravent l'utilisation des insectes dans l'alimentation animale](#)

Emmy Koeleman, rédactrice à AllAboutFeed.com, publie un article sur la production, le commerce et l'utilisation des insectes comestibles utilisés comme denrées alimentaires et aliments pour animaux, mais aussi sur les diverses réglementations (de l'assurance de la qualité des produits à l'impact écologique de l'élevage d'insectes) qui régissent le secteur. Selon elle, il n'existe aucune législation explicite concernant l'alimentation animale à base d'insectes. Ce qui soulève la question de savoir dans quelle mesure l'élaboration de produits à base d'insectes comestibles est affectée par la multitude de lois européennes. Emmy Koeleman fait référence aux travaux menés par la FAO pour donner un premier aperçu des dispositifs réglementaires en vigueur sur les insectes utilisés comme denrées alimentaires et aliments pour animaux à l'échelon international, régional et national. Elle met particulièrement l'accent sur les aspects liés à la transformation des insectes en nutriments destinés à l'alimentation animale, aux premières expériences et aux pistes les plus prometteuses. Il est urgent, selon elle, de trouver de nouvelles sources de protéines ayant un impact minimal sur l'environnement et l'UE doit s'empresse d'élaborer un cadre juridique propice afin de régir ce secteur.

(AllAboutFeed.com, 02/05/2014)

[Des animaux d'élevage capables de survivre au changement climatique](#)

l'Université du Delaware (États-Unis) pour développer des poulets résistants à la chaleur. Ils tentent de cartographier le code génétique des poulets africains à cou nu afin de déterminer si leur capacité de résistance à la chaleur peut être introduite dans les élevages de poulets aux États-Unis.

Note de l'éditeur : Julius Kofi Hagan, du Département des sciences animales de l'École d'agriculture de l'Université de Cape Coast, au Ghana, s'est vu décerner le troisième prix du concours Jeunes professionnels et sciences pour [ses travaux de recherche sur la reproduction de races de volailles](#) très productives en milieu tropical chaud et humide. L'étude menée dans le cadre de ce programme de reproduction a permis d'introduire deux gènes tolérants à la chaleur – les traits neck (Na), cou nu, et frizzle (F), frisées – chez les pondeuses Lohman Brown, un volatile importé d'origine hybride, afin de les rendre plus productives au Ghana. Comment partager les bénéfices tirés de la mise au point de variétés améliorées aux États-Unis à partir de ressources phytogénétiques en Afrique ? Quels sont les instruments politiques à disposition ? Le Professeur Luke Mumba a informé Connaissances pour le développement que des efforts étaient actuellement déployés

sur le continent africain pour protéger et dans le même temps utiliser de manière durable la biodiversité et les savoirs autochtones de l'Afrique. Grâce au soutien du NEPAD/SANBio, le Centre des ressources phytogénétiques de la SADC a publié en juin 2013 des directives sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture. Au niveau continental, la Commission de l'UA travaille sur des directives visant à réglementer l'accès, l'utilisation et la protection de la biodiversité et des savoirs autochtones.

(*Los Angeles Times*, 03/05/2014)

[Nouvelles bioressources végétales : applications dans la production alimentaire, la médecine et les cosmétiques](#)

Ameenah Gurib-Fakim est la rédactrice d'un nouvel ouvrage intitulé *Novel Plant Bioresources: Applications in Food, Medicine and Cosmetics*, récemment publié par John Wiley & Son. Source d'informations fiables sur les espèces végétales sous-utilisées, cet ouvrage comble une lacune majeure en ce sens qu'il permet de comprendre la relation entre l'être humain et les plantes sous-utilisées. Après une section introductive qui définit le cadre avec un aperçu de l'importance historique et législative des espèces végétales sous-utilisées, les quatre principaux chapitres sont consacrés à l'application potentielle des nouvelles bioressources végétales dans la production alimentaire, la médecine et les cosmétiques. L'ouvrage aborde en outre les aspects économiques, sociaux et culturels des espèces végétales sous-utilisées et vise à attirer davantage l'attention sur ces espèces et les initiatives de conservation. Il met par ailleurs en lumière les questions clés relatives aux ressources génétiques des espèces végétales sous-utilisées et réunit des universitaires internationaux autour de cette question.

(Wiley-Blackwell, 04/2014)

Gestion des connaissances en vue d'améliorer les politiques et les pratiques

[Des drones au service de l'agriculture : un projet pilote à Cuba](#)

La popularité des drones grandit dans bon nombre de pays, et ce pour une multitude d'applications. Ces drones deviennent rapidement un outil de suivi et de gestion des cultures, essentiel pour assurer la sécurité alimentaire. GeoCuba a testé avec succès la technologie des drones au service de l'agriculture. Un projet pilote mené à Cuba, en partenariat avec la firme russe Uniintex-Ginus, a révélé que le drone constituait une solution flexible à moindre coût, révélant toutefois certaines limites. Le drone offre une grande flexibilité pour l'acquisition des données dans une résolution spatiale suffisante à faible coût. L'utilisation des drones est toutefois limitée à de petites zones. En outre, la flexibilité a tout de même ses limites puisque l'utilisation civile des drones est encore soumise aux mêmes réglementations que pour les aéronefs avec équipage : des autorisations doivent être sollicitées plusieurs jours à l'avance.

(*GIM International*, 23/04/2014)

[Cartographier les écarts de rendement pour établir des priorités de recherche et éclairer les politiques](#)

Dans une étude récemment publiée dans *Nature Communications*, une équipe de chercheurs de l'Université Nebraska-Lincoln (États-Unis), dirigée par Patricio Grassini, professeur assistant du département d'agronomie et d'horticulture, a analysé l'évolution du rendement des cultures au cours des quatre dernières décennies dans 36 pays et régions. D'après les résultats de l'étude, les prévisions de rendement antérieures étaient trop optimistes et, en fait, les rendements dans certaines régions ont déjà atteint une phase de stagnation. Toutefois, si les rendements suivent une tendance linéaire à la hausse, on constate des interruptions et des changements au fil du temps et selon les régions. Dans certaines régions du monde plus productives, les rendements n'ont pas augmenté depuis une ou deux décennies et une augmentation des rendements potentiels est peu probable dans ces régions. Pour citer l'exemple du maïs en Afrique subsaharienne, cette stagnation des rendements n'est pas due à des limites biophysiques (contrairement au blé en Europe de l'Ouest ou au riz en Chine), mais plutôt à des obstacles externes. Dans ces régions, le recours à la technologie et les investissements publics judicieux pourraient davantage permettre d'accroître les rendements (voir la publication ACIAR ci-dessus). Grassini et ses collègues de l'Université Nebraska-Lincoln et de l'Université de Wageningen travaillent actuellement sur un projet intitulé Atlas mondial des écarts de rendements (Global Yield Gap Atlas). Ce projet vise à estimer le potentiel de rendement des systèmes de cultures dans le monde et à comparer les rendements potentiels par rapport aux rendements effectifs, afin d'estimer les écarts éventuels. Cartographier les régions où sont constatés des écarts de rendement importants

permettrait d'établir des priorités de recherche et d'éclairer les politiques agricoles.

Note de l'éditeur : Nous savons qu'il existe des écarts de rendements d'une région à l'autre. Dans d'autres régions du monde, les pays ont atteint leur potentiel de rendement optimal. L'Atlas mondial nous dira-t-il également quelles sont les options technologiques existantes et les investissements financiers nécessaires pour accroître la productivité afin de produire davantage d'aliments nutritifs à des prix abordables tout en veillant à ce que les petits exploitants agricoles puissent s'assurer un revenu raisonnable ?

(Crop Science Society of America, 25/04/2014)

[Haut de page](#)

[Directives pour l'évaluation des connaissances, des attitudes et des pratiques en matière de nutrition](#)

Les *Directives pour l'évaluation des connaissances, des attitudes et des pratiques en matière de nutrition* de la FAO sont un guide de référence et un outil pratique pour mener des enquêtes de qualité sur les connaissances, attitudes et pratiques en matière de nutrition et de santé à l'échelon communautaire. Ce manuel est destiné aux personnes chargées de la planification, de la mise en œuvre et de l'évaluation de projets sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle (gestionnaires de projets, nutritionnistes, agents de santé, spécialistes de la planification et de l'évaluation, entre autres). Le manuel contient des définitions et des indicateurs clés pour les connaissances, les attitudes et les pratiques en matière de nutrition et de santé. Il fournit des conseils utiles pour la planification et la conduite d'une enquête sur les connaissances, les attitudes et les pratiques, mais aussi l'analyse et la diffusion des résultats de l'enquête. Il propose également des questionnaires types (modules) afin d'harmoniser les efforts de suivi dans le monde.

(FAO, 2014)

[Les points chauds du changement climatique en Afrique : expliquer l'incertitude](#)

Une étude publiée dans *Global Change Biology*, menée par Christoph Müller et ses collègues de l'Institut de recherche sur les impacts du climat de Potsdam (PIK), en Allemagne, présente une carte des points chauds du changement climatique en Afrique pour aider à orienter les interventions de sécurité alimentaire au niveau régional. Les chercheurs ont exploré l'étendue des prévisions d'impact du changement climatique et élaboré une mesure d'impact composite afin d'identifier les points chauds du changement climatique, et d'ainsi déterminer la probabilité et l'ampleur des phénomènes. Chaque zone particulièrement vulnérable doit en fait être évaluée au cas par cas, et une analyse de scénarios comme celle-ci au niveau continental ne constitue pas un plan directeur pour l'adaptation : un tel outil pourrait aider à déterminer quels sont les domaines les plus propices à l'affectation des ressources limitées dédiées à l'adaptation au climat grâce à la seule expertise locale.

(PIK, 06/05/2014)

[Nouveau système de détection, de suivi et de contrôle des conditions de sécheresse agricole](#)

Afin d'évaluer la dynamique de la sécheresse agricole aux États-Unis, Qiusheng Wu, étudiant en doctorat et assistant de recherche, et Hongsing Liu, professeur du Département de géographie de l'Université de Cincinnati, ont utilisé un modèle pour la gestion spatio-temporelle des données (ESTDM) dans le but de détecter, de suivre et de contrôler les conditions de sécheresse. Ce cadre a organisé les données en objets, séquences, processus et événements. Les données ont été collectées par le satellite SMOS (Mission d'étude de l'humidité des sols et de la salinité des océans) de l'Agence spatiale européenne (ESA), premier du genre à fournir une cartographie globale de l'humidité du sol. Les chercheurs ont examiné les épisodes de sécheresse afin d'établir des prévisions quant aux futures sécheresses. En cours d'élaboration, l'outil de prévision utilisera les données du satellite SMAP (Soil Moisture Active Passive) qui sera lancé prochainement.

(University of Cincinnati, 4/8/2014)

[Haut de page](#)

[Cameroun : comprendre les diverses perspectives qui influent sur la politique de sécurité alimentaire](#)

Dans son article, Adam Sneyd, professeur de science politique de l'Université de Guelph, au Canada, affirme que le Cameroun a le potentiel pour promouvoir un système alimentaire plus durable et équitable, à condition de mieux comprendre les diverses perspectives qui influent sur la politique de sécurité alimentaire. Évaluant l'intérêt suscité par ce

domaine, Sneyd suggère que la politique de sécurité alimentaire au Cameroun pourrait davantage prendre en considération la manière dont les nouvelles sources de financement, l'investissement direct et les échanges commerciaux influent sur la disponibilité, l'accessibilité et l'adéquation des produits alimentaires au niveau local. Par exemple, un régime politique plus participatif refléterait des avis différents et renforcerait la politique sur les différents aspects de la sécurité alimentaire. L'auteur conclut que les décideurs politiques devront évaluer les perspectives au niveau local sur l'empreinte multidimensionnelle des transactions financières, de l'investissement direct ou des relations commerciales sur la sécurité alimentaire afin de garantir la pérennité du secteur.

Lire [la note d'orientation](#) de Sneyd.

(Sustainability, 09/04/2014)

[Suivi et évaluation de l'adaptation et de la résilience au changement climatique : synthèse des différents outils, cadres de référence et approches](#)

Ce rapport publié par SEA Change (Vietnam) et UKCIP (Royaume-Uni) propose une synthèse des cadres d'intervention du suivi et de l'évaluation (S&E) de l'adaptation et de la résilience au changement climatique (CCAR). Il met plus particulièrement l'accent sur les projets et programmes de développement internationaux et a notamment pour but de : 1) fournir une synthèse des ressources, des cadres et des stratégies de S&E de l'adaptation et de la résilience au changement climatique afin de permettre aux praticiens d'identifier plus facilement les informations et les outils les plus adaptés à leurs besoins; 2) fournir une analyse succincte de leur « état d'avancement » pour identifier les principaux thèmes et réfléchir sur les lacunes éventuelles et les priorités futures. D'après le rapport, certains cadres de S&E sont inappropriés et présentent des différences très importantes en termes d'approche, de méthodologie et de public visé. Parmi les principaux constats, il s'avérerait nécessaire d'établir un document de planification intégré et général afin d'aider les experts en S&E et les gestionnaires du programme CCAR à mieux appréhender l'état d'avancement des réalisations, mais aussi à faire des choix judicieux.

(SEA Change CoP, 15/05/2014)

[Nouvelle ressource destinée à lutter contre la menace de la rouille jaune du blé](#)

Le nouveau [Centre régional de recherches sur la rouille des céréales](#), basé en Turquie, fournira un appui stratégique aux agriculteurs et aux pays affectés par la menace grandissante de la rouille jaune du blé, entre autres. Le Centre aura pour mission d'analyser l'évolution de la rouille des céréales, de suivre le déplacement des agents pathogènes de la rouille du blé, de déterminer la résistance et la susceptibilité des différentes variétés de blé et d'en informer les pays de la région. Partenariat entre le ministère turc de l'alimentation, de l'agriculture et de l'élevage et le Centre international pour la recherche agricole dans les zones arides (ICARDA), le Centre régional évalue actuellement 16 000 types de blé provenant de différents pays à travers le monde ayant envoyé leurs plants afin de faire tester leur niveau de résistance ou de susceptibilité à la rouille.

Note de l'éditeur : Jemanesh K. Haile, de l'Institut éthiopien de recherche agricole (EIAR) à Addis-Abeba (Éthiopie), s'est vu décerner le premier prix du concours Jeunes professionnels et sciences pour son article intitulé « [Identification des QTL conférant une résistance à la rouille noire du blé dur en Éthiopie](#) ».

(ICARDA, 21/05/2014)

[Nouvel Institut de l'Université panafricaine pour les sciences de l'eau et de l'énergie](#)

L'Institut de l'Université panafricaine pour les sciences de l'eau et de l'énergie (PAUWES), basé à l'Université de Tlemcen, en Algérie, propose deux programmes d'études supérieures de classe mondiale : un master en sciences de l'eau et un master en sciences de l'énergie. Il est doté d'infrastructures ultramodernes et propose un enseignement technique et politique dispensé par des professeurs et des experts de renommée internationale, ainsi que des possibilités de travail en réseau et de bourses pour les étudiants et les chercheurs.

(PAU, 2014)

En collaboration avec leurs partenaires au Malawi, au Mozambique et en Zambie, WorldFish, l'Institut international de gestion des ressources en eau (IWMI) et l'Université d'Osnabruck (Allemagne) ont publié les résultats d'une analyse de l'adaptation au changement climatique dans la production alimentaire dans le triangle du Chinyanja en Afrique australe. Le projet a permis d'identifier un certain nombre de changements apportés aux pratiques agricoles en vue de faire face aux phénomènes climatiques. À mesure que le climat devient moins prévisible, les communautés locales ont adopté la pisciculture et les pratiques d'irrigation à petite échelle. Pour faire face à la baisse des précipitations, les agriculteurs augmentent leur capacité de stockage de l'eau et évitent de vider leurs étangs. Les communautés dotées de grandes étendues de terres agricoles commercent désormais avec les communautés qui disposent de ressources en eau relativement importantes. Si ces changements ont permis d'atténuer certains effets du changement climatique, les chercheurs estiment que l'intégration accrue de l'irrigation et de l'aquaculture réduit les quantités d'eau disponibles au niveau local. Le projet recommande aux agriculteurs de planter des arbres le long des rivières afin d'augmenter le couvert forestier, de réduire l'évaporation et l'érosion. Parmi les autres pratiques exemplaires citons : le respect d'une certaine distance entre les cultures et les rives afin de prévenir l'envasement, le traçage de sillons pour ralentir le ruissellement et les plantations précoces afin d'utiliser l'humidité résiduelle.

(IISD, 04/2014)

[Obstacles à l'adoption d'une gestion intégrée des ravageurs dans les pays en développement](#)

Soroush Parsa, du Centre international d'agriculture tropicale (CIAT) à Cali, en Colombie, en collaboration avec une équipe internationale de chercheurs, a recueilli les opinions d'un pool large et diversifié de professionnels et praticiens de la gestion intégrée des ravageurs (GIR) dans 96 pays afin de comprendre le faible taux d'adoption de la GIR parmi les agriculteurs. L'analyse des réponses obtenues a révélé de nombreuses observations sur les obstacles, la plus fréquente étant « l'insuffisance de la formation et de l'appui technique aux agriculteurs ». Les obstacles ont été regroupés en six thèmes : les lacunes en matière de recherche, les lacunes en matière de services de proximité, les lacunes de la GIR, le manque de capacités des agriculteurs, l'ingérence des fabricants de pesticides et des conditions d'adoption peu favorables. Les personnes interrogées dans des pays en développement et des pays à revenus élevés ont classé différemment ces obstacles. Dans l'ensemble, les répondants des pays en développement ont considéré comme obstacle majeur « la nécessité de prendre des mesures collectives au sein de la communauté agricole ». Les participants de pays en développement semblent davantage préoccupés par les lacunes inhérentes au système lui-même. D'après les auteurs, les résultats de l'étude soulignent l'importance de renforcer la participation et la représentation des pays en développement mais aussi la perception du débat sur l'adoption de la GIR.

(PNAS, 24/02/2014)

[Nouveau guide pour aider à réduire la pollution par les pesticides dans les écosystèmes aquatiques](#)

La Directive européenne sur l'utilisation durable des pesticides demande aux États membres de l'UE d'élaborer des plans d'action nationaux assortis d'objectifs, de cibles et de mesures visant à réduire les risques associés à l'utilisation des pesticides. Cette étude présente un nouveau guide de l'utilisateur destiné à identifier les mesures appropriées visant à réduire la pollution par les pesticides au niveau des bassins versants. Élaboré en Allemagne, ce guide traite essentiellement de la contamination par des pesticides (dispersion dans l'air des substances pulvérisées et ruissellement des eaux de surface). Le drainage des sols n'est pas inclus dans le guide. La première étape consiste à dresser l'inventaire et d'établir une cartographie des zones de captage des eaux, y compris les lisières de végétation qui agissent comme agent de filtration, les zones tampons boisées, les pentes des champs agricoles et les « trajets d'écoulement » qui concentrent les eaux de ruissellement, comme par exemple les ravines formées par l'érosion du sol et les fossés de drainage. L'étape suivante consiste à utiliser une « clé d'identification » afin d'évaluer le risque de pénétration des pesticides dans les masses d'eau, sur la base des informations recueillies lors de l'étude préliminaire. Le guide donne des précisions sur l'efficacité de telles mesures pour réduire l'exposition, mais également sur la faisabilité et l'acceptabilité de ces mesures. Les utilisateurs pourront comparer différentes mesures afin de décider la ou lesquelles il conviendra d'adopter.

(Service d'alerte de l'actualité de la DG Environnement de la Commission européenne, 01/05/2014)

[Guide pratique sur la gestion non chimique des ravageurs du niébé](#)

Le Pesticide Action Network (PAN, Allemagne) encourage la lutte non chimique contre les ravageurs des cultures tropicales produites par les petits exploitants dans le cadre du projet intitulé « Service d'information en ligne sur la gestion non chimique des ravageurs sous les tropiques » (OISAT). L'OISAT est un système en ligne qui diffuse des informations sur la gestion non chimique des ravageurs aux petits exploitants agricoles dans les régions tropicales et sous-tropicales. Ce guide fournit aux agriculteurs des directives pratiques et des alternatives pour les encourager à éliminer les pesticides synthétiques et à les rendre moins dépendants à leur égard, afin de lutter contre les ravageurs du niébé.

Note de l'éditeur : Clémentine L. D. Binso, de l'INERA, au Burkina Faso, a reçu le quatrième prix du concours Femmes et sciences pour [ses travaux sur le triple ensachage hermétique pour le stockage du niébé](#).

(PAN, 2014)

[Guide de référence sur l'amélioration des données relatives à l'élevage](#)

Ce guide de référence sur les données relatives à l'élevage, publié par la Banque mondiale, la FAO et l'ILRI, résume les activités et les conclusions du projet intitulé Livestock in Africa: Improving Data for Better Policies. Il fournit des conseils aux décideurs chargés de collecter et d'analyser les données relatives à l'élevage selon différentes perspectives afin de résoudre les problèmes rencontrés dans le cadre du système national de statistiques agricoles. En particulier, il définit le cadre d'un système de statistiques sur l'élevage – conforme à la demande d'informations sur l'élevage et aux principes de la Stratégie globale pour l'amélioration des statistiques agricoles et rurales (Banque mondiale, 2011). Il présente un certain nombre de méthodes et d'outils – ainsi que des exemples associés – conçus pour améliorer la quantité et la qualité des données disponibles relatives à l'élevage.

(FAO, 2014)

[Systèmes de traçabilité alimentaire : différences quant à la volonté de payer pour assurer la salubrité des aliments](#)

Dans cet article présenté lors de la conférence internationale 2014 sur la sécurité alimentaire et la nutrition, Francesca V. Hansstein, du Département finances et de l'économie de l'Université de Shanghai, en Chine, passe en revue les récentes conclusions sur les connaissances et les attitudes des consommateurs à l'égard de la traçabilité alimentaire dans l'Union européenne (UE), en Chine et en Amérique du Nord. Une étude critique d'articles universitaires publiés entre 2003 et 2013 a été menée et seize articles au total ont été sélectionnés. Les résultats de l'étude indiquent que les consommateurs sont très attentifs à la sécurité sanitaire et à la qualité des aliments mais qu'ils connaissent mal le concept de traçabilité, notamment en Chine. Les pays et les couches de la population n'ont pas la même volonté de payer pour une sensibilisation au problème de la salubrité des aliments. L'âge, le niveau d'instruction, le revenu et la salubrité des aliments sont les facteurs qui influencent le plus l'acceptation d'une traçabilité et de ses attributs par les consommateurs. Hansstein recommande aux producteurs et aux décideurs politiques d'œuvrer de concert pour sensibiliser les consommateurs aux avantages de la traçabilité alimentaire.

(AgEcon Search, 2014)

[Les technologies de l'information appliquées au processus de traçabilité dans la filière du blé](#)

Le système de traçabilité dans la chaîne alimentaire est un différenciateur de marché pour les entreprises manufacturières. Très apprécié des consommateurs, ce système est de plus en plus utilisé depuis l'apparition de certains problèmes de consommation alimentaire. La législation, les normes de qualité et les meilleures pratiques régissent désormais le processus de traçabilité. Cet article de Monica Sherer et Maria Gomes, de l'UEPG, au Brésil, met l'accent sur les principales réglementations qui permettent d'établir les procédures visant à assurer la sécurité sanitaire des aliments en termes de traçabilité et présente par ailleurs l'évolution des technologies de l'information dans ce domaine. Bien que ces dernières soient toujours en cours d'élaboration, il existe encore de nombreuses opportunités de croissance et d'innovation. Il est donc possible de percevoir les similitudes entre différents modèles de traçabilité, mais aussi d'identifier les points de la chaîne d'approvisionnement du blé auxquels s'appliquent les processus.

(*African Journal of Agricultural Research*, 24/04/2014)

[Présentation du nouveau système de surveillance de la pêche](#)

M. Bernard Esau, Ministre des pêches et des ressources marines de la Namibie, a exhorté toutes les entreprises de pêche

qui ne disposent pas encore du Système de surveillance des navires (VMS) du ministère de l'installer au plus vite. Le VMS, qui surveille les activités des navires de pêche en mer, a été installé en 2002 mais est devenu obsolète au fil du temps et n'a pas donné satisfaction au ministère. Celui-ci a alors commencé à chercher des solutions possibles afin de moderniser le système et faire en sorte qu'il soit conforme aux normes internationales en la matière, et a acquis ce nouveau système. Grâce à lui, le ministère est désormais capable de surveiller les navires de pêche détenteurs d'une licence et opérant dans les eaux namibiennes et internationales.

(*New Era Namibia*, 17/03/2014)

[« Sènèkèla » : une nouvelle plate-forme d'information mobile en faveur des agriculteurs maliens](#)

« Sènèkèla » est une nouvelle plate-forme d'information mobile en faveur des agriculteurs maliens élaborée avec le concours de l'IICD, Orange Labs, RONGEAD et l'Institut d'économie rurale (IER) du Mali. Cette plate-forme opérant 24h/24 comprend un service d'information SMS/USSD et un centre d'appels géré par des experts agricoles. Ce système fournit des informations sur les prix des différents marchés de la région de Sikasso et de Koulikoro, ainsi que des informations sur certaines cultures, telles que le maïs, le beurre de karité, l'oignon, l'anacarde et la noix de karité.

(IICD, 02/04/2014)

[La Commission européenne lance un projet pilote de libre accès aux données issues de la recherche financée sur fonds publics](#)

Les informations précieuses obtenues par les chercheurs dans le cadre des nombreux projets financés par l'UE vont être partagées gratuitement grâce à un projet pilote « Horizon 2020 » sur le libre accès aux données issues de la recherche. Les chercheurs œuvrant aux projets qui participent à cette initiative pilote sont invités à mettre à la disposition des autres chercheurs, des industries innovantes et des citoyens les données scientifiques qu'ils auront obtenues, et notamment les données nécessaires pour valider les résultats présentés dans des publications scientifiques. Ce projet pilote « Horizon 2020 » sur le libre accès aux données issues de la recherche est l'équivalent, pour l'information scientifique, de la stratégie en matière de libre accès aux données mise en œuvre pour les informations du secteur public : elle vise à élargir et à améliorer l'accès aux données générées par les projets, et leur réutilisation, au profit de la société et de l'économie.

(Commission européenne, 16/12/2013)

[Dryad : un répertoire de données numériques issues de publications scientifiques](#)

Dryad est une ressource qui permet d'accéder à des données issues de publications scientifiques. Ce répertoire propose un large éventail de données ouvertes. L'adhésion y est gratuite pour toute organisation (revues, organismes scientifiques, maisons d'édition, instituts de recherche, bibliothèques et organisations donatrices, entre autres). Les maisons d'édition sont encouragées à faciliter l'archivage des données en coordonnant la soumission des manuscrits dans le répertoire.

Dryad a été créé à la suite d'une initiative mise en place par un groupe de revues et des organismes scientifiques spécialisés dans la biologie évolutive et l'écologie en vue d'adopter une politique d'archivage des données commune pour leurs publications, face à la nécessité de mettre en place une infrastructure de données communautaire durable à l'appui de cette politique.

(Dryad, 2014)

[Gestion intégrée des zones côtières : enseignements tirés en matière de renforcement des capacités et de bonne gouvernance](#)

Ce numéro publié par START International (Global Change System for Analysis, Research and Training) explore les connaissances dominantes sur les interactions entre la gestion des zones côtières et leur adaptation, en mettant particulièrement l'accent sur le cadre de gestion intégrée des zones côtières en vue de promouvoir la santé des systèmes écologiques côtiers et marins. La gestion intégrée des zones côtières offre un cadre permettant de gérer durablement ces zones en facilitant l'intégration spatiale et sectorielle, et en assurant une meilleure coordination des activités dans l'espace côtier.

(START International, 19/02/2014)

Événements | [RSS](#)

[Sommet sur l'innovation agricole dans la région du Pacifique](#)

Dates : 15-17 septembre 2014

Lieu : Honolulu (Hawaï)

[Agriculture animale : le prochain défi des jeunes en Afrique](#)

Dates : 27-30 octobre 2014

Lieu : Kenyatta International Conference Centre, Nairobi (Kenya)

[Deuxième conférence internationale sur la nutrition \(CIN2\)](#)

Dates : 19-21 novembre 2014

Lieu : Rome (Italie)

[Agriculture et changement climatique: adaptation des cultures face aux incertitudes](#)

Dates: 15-17 février 2015

Lieu: Amsterdam (Pays-Bas)

[Haut de page](#)

Appels, compétitions et bourses | [RSS](#)

[Un PhD en gouvernance maritime - ZMT Brême](#)

Dans le cadre du projet REPICORE (*Resilience of South Pacific coral reef social-ecological systems in times of global change*), une position pour doctorant est ouverte à partir du 1er septembre 2014 au ZMT à Brême (Allemagne).

[Appel à applications pour subventions 2014, Asia-Pacific Network for Global Change Research \(APN\)](#)

Date limite pour soumettre un résumé des propositions ou les expressions d'intérêts est le dimanche 3 Août 2014

[Haut de page](#)

Si vous n'êtes pas abonnés à l'infolettre 'Knowledge'; et si vous souhaitez recevoir les prochains numéros, consultez le site web [Connaissances pour le développement](#) ou envoyez un courriel en blanc à l'adresse join-knowledge-fr@lists.cta.int

Vous pouvez vous désabonner en envoyant un courriel en blanc à l'adresse leave-knowledge-fr@lists.cta.int

Éditeur: CTA

Coordination: Judith Francis (CTA) et Rutger Engelhard (Contactivity b.v.)

Recherche: [Cédric Jeanneret-Grosjean](#) (Contactivity b.v.)



Le CTA est une institution du groupe des États ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) et de l'UE (Union européenne) dans le cadre de l'Accord de Cotonou et est financé par l'UE.